géopolitique

LE MALI FACE À SON DESTIN

Le 10 juin, le président français Emmanuel Macron a annoncé la fin programmée de l'opération militaire Barkhane, laquelle avait succédé en août 2014 à l'opération Serval, qui elle-même avait été lancée en janvier 2013 afin de chasser les djihadistes et leurs alliés touaregs des villes du nord du Mali. Les quelque 5 100 soldats français déployés au Sahel depuis huit ans vont être pour moitié rapatriés. Ne demeureront sur place qu'environ 2 500 hommes des forces spéciales, avec pour mission de neutraliser les chefs djihadistes et de préparer les troupes africaines au combat. En clair, l'ex-puissance coloniale ne cherche plus à maîtriser un terrain démesurément étendu et sous-administré. «La poursuite de notre engagement au Sahel impliquera la fin de l'opération Barkhane, a précisé Emmanuel Macron. La France ne peut pas se substituer à la stabilité politique, au choix des États souverains.» Pourtant, l'insécurité règne comme jamais au nord et au centre du Mali, ainsi que dans la zone des trois frontières (aux confins du Mali, du Niger et du Burkina Faso) : dans la nuit du 3 au 4 juin, une semaine avant l'annonce du président français, environ 160 personnes (dont une vingtaine d'enfants) ont été massacrées par des djihadistes à Solhan, côté burkinabé. Mais l'Élysée assume son choix : «Nous ne pouvons pas sécuriser des régions qui retombent dans l'anomie parce que des États décident de ne pas prendre leurs responsabilités. C'est

L'annonce de la fin de l'opération Barkhane rebat les cartes à Bamako, où le colonel Goïta a commis son second coup d'État en neuf mois. Alors que la tenue d'élections en février 2022 paraît de plus en plus improbable, l'hypothèse de négociations avec certains groupes djihadistes semble se renforcer. Confronté à une crise multiforme, le pays sahélien est à la croisée des chemins. par **Cédric Gouverneur**

BENOIT TESSIER/REUTERS

Un soldat français sur la base opérationnelle de Gao.

impossible, ou alors c'est un travail sans fin», a précisé Emmanuel Macron en faisant référence au putsch du 24 mai. Il s'agit du cinquième depuis l'indépendance du Mali et le second en neuf mois, dans la foulée de celui du 18 août 2020, qui avait fait chuter le président Ibrahim Boubacar Keïta («IBK»). «Le putsch d'août 2020 avait été bien accueilli», rappelle à *Afrique Magazine* Gilles Holder, anthropologue et codirecteur du Laboratoire mixte international de recherche Macoter, à Bamako. «Ce putsch était perçu comme un ralliement de l'armée à la lutte politique menée par le M5-RFP», explique l'expert en évoquant le Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques, qui avait manifesté à partir du 5 juin 2020 contre IBK, accusé de fraude électorale. «Par contraste, le putsch du 24 mai est perçu comme "une faamaw", c'est-à-dire une affaire entre gens du pouvoir, qui concerne Bamako et paraît décalé par rapport aux réalités du pays», ajoute-t-il.

Le second coup d'État a été perpétré presque «en douceur», sans un seul coup de feu: le président de transition Bah N'Daw et le Premier ministre Moctar Ouane ont été interpellés juste après avoir tenté d'évincer deux militaires du gouvernement. La junte a choisi d'interpréter cette (timide) tentative de rééquilibrage civil comme une «intention avérée de sabotage de la transition». Dans la foulée, la Cour constitutionnelle a nommé le colonel Goïta président par intérim. Le 30 mai, la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a suspendu le Mali de ses institutions, et demandé le respect des échéances: le 27 février prochain, le pays est censé procéder à des élections démocratiques, auxquelles le président par intérim n'est pas supposé participer.

«LE TOUR DU CADRAN»

Fâchée par ce second putsch, la France a suspendu un mois sa coopération militaire avec le Mali, avant de la reprendre le 2 juillet. Retranché au camp militaire de Kati, à une quinzaine de kilomètres de Bamako, le colonel-président Goïta, peu loquace, s'est bien gardé de commenter la fin de Barkhane. Il est de toute façon peu probable que des élections se tiennent dès février, selon le professeur Holder: «Le Mali ne sera vraisemblablement pas prêt et on ne peut le lui demander, alors que les trois quarts du territoire ne sont plus directement administrés et que des groupes armés se sont substitués à l'État dans une large partie du nord et du centre. Les militaires sont là pour rester, faute d'une classe politique renouvelée et crédible. Certains parlent avec ironie d'une "colonelisation" de l'État!» Historiquement, au Mali, «le coup d'État n'est pas perçu négativement: au Ségou, dernier État souverain avant la colonisation, le pouvoir se prenait par la force ("*fanga*"), au point de définir le Ségou comme un "État-force", le Ségou Fanga». Ainsi, en 1968, 1991 et 2012, les Maliens ont globalement soutenu les coups d'État. L'histoire du pays «confère une certaine légitimité aux putschistes, qui est amplifiée par la faillite de la démocratie libérale, celle-ci ayant accru les inégalités et la dépendance vis-à-vis de l'étranger, rappelle l'expert. L'armée peut paraître comme la seule institution capable de remettre le pays sur les rails, en secouant une classe politique par une "grande lessive", le "*kokadjé*", comme disent les Maliens».

> La junte a choisi d'interpréter cette (timide) tentative de rééquilibrage civil comme une «intention avérée de sabotage de la transition».

«L'État malien n'est pas un État failli, mais un État qui n'arrive pas à prendre, à s'ancrer dans la durée», analyse l'anthropologue qui associe le départ de Barkhane à ce déficit politique: «En avril 2021, seuls 14 % des administrateurs civils (préfets et sous-préfets) étaient présents dans les cinq régions du nord. Dans les trois régions du centre, le chiffre monte à 22 %. Comment Barkhane pourrait résoudre ce problème qui incombe à l'État malien? Ce n'est ni son mandat, ni sa vocation.»

Dans une interview parue dans *Le Monde* le 17 décembre, le chef d'état-major des armées françaises, François Lecointre, avait déjà glissé à nos confrères qu'une «évolution de l'engagement français» était à l'étude: «On a fait le tour du cadran», avait sèchement résumé le général français, alors qu'il passait en revue les recrues de l'armée malienne, formées par le programme européen EUTM (European Union Training Mission). Certes, les forces françaises enchaînent les succès militaires: début juin encore, elles ont arrêté Abou Dardar, un cadre de l'État islamique au grand Sahara (EIGS) soupçonné d'avoir mutilé des «voleurs» sur un marché, puis elles ont neutralisé un autre terroriste, Baye Ag Bakabo, impliqué dans le meurtre de deux journalistes français de RFI fin 2013. Mais les têtes coupées de l'hydre repoussent aussitôt, des sous-chefs étant promus à la disparition de leur supérieur. Surtout, Barkhane n'est jamais parvenu à vaincre les meilleurs alliés des djihadistes: la distance et l'éparpillement. Cinq mille hommes, c'est somme toute relativement peu sur un territoire malien «plus grand que la Syrie et l'Irak combinés», souligne à *Afrique Magazine* Marc-Antoine Pérouse de Montclos, chercheur à l'Institut de recherche pour le

Les soldats de la Minusma sont régulièrement pris pour cible par les terroristes. Ici, à Ménaka, dans le nord-est du pays, le 12 juin 2021.

MINUSMA/GEMA CORTES

Vue aérienne (25 janvier) de la zone frappée «par erreur» par l'armée française, à Bounti (centre), qui a fait 19 morts au début du mois.

développement (IRD). Enfin, ce qu'il convient sans doute d'appeler, malgré les dénégations de l'armée française, la «bavure» de Bounti (19 civils tués par erreur lors d'une frappe aérienne qui visait des djihadistes, le 3 janvier) a également dû peser dans la décision de l'Élysée.

DE LIBÉRATEURS À NÉOCOLONIAUX

À la fin du mois juillet, le général Laurent Michon va succéder au général Marc Conruyt à la tête de Barkhane. Il sera chargé de mettre en œuvre le désengagement: d'ici la fin de l'année, la France quittera ses bases du nord du Mali (Tessalit, Kidal et Tombouctou) pour se concentrer sur Ménaka, à proximité du secteur critique des «trois frontières». Ne subsisteraient que 3500 hommes mi-2022, puis 2500 hommes en 2023. Ces soldats français mèneront deux types de missions, au sein de deux opérations distinctes: Sabre pour la neutralisation de djihadistes par les commandos d'élite et Takuba pour la formation des armées africaines, avec l'aide de militaires européens (pour le moment, des Estoniens, des Tchèques et des Suédois). «Les forces spéciales de Sabre, très mobiles, vont rester sur place et essayer d'empêcher les groupes djihadistes de s'enraciner», estime Marc-Antoine Pérouse de Montclos. «Mon sentiment est que l'armée de terre, en revanche, va se retirer du Mali et du Burkina Faso tout en restant au Tchad – qu'elle considère un peu comme son bac à sable – et au Niger où, bonne nouvelle, vient d'avoir lieu une alternance démocratique. Quant à la Mauritanie, elle se débrouille déjà sans la France», avance l'auteur du livre *Une guerre perdue: La France au Sahel* (JC Lattès, janvier 2020). En clair, «le dispositif change, pas l'objectif», a tweeté la ministre des Armées Florence Parly, quelques heures après l'annonce choc de l'Élysée. Le jour même, près d'Abidjan, le ministre des Affaires étrangères français Jean-Yves Le Drian a appuyé le message en assistant à l'inauguration, par le Premier ministre ivoirien Patrick Achi, de l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT). «Paris planche sur un modèle de financement mixte du G5 Sahel, par les Nations unies et l'Union africaine», explique *Africa Intelligence*. La France veut profiter de sa présidence du Conseil de sécurité des Nations unies, en juillet, pour convaincre. Mais ce n'est «pas gagné du côté américain», note le chercheur Olivier Vallée dans la revue *Le Grand Continent* au sujet de la visite du secrétaire d'État Antony Blinken à Paris le 25 juin.

Qu'il semble loin ce jour de janvier 2013 où, dans les rues d'une Tombouctou libérée du joug djihadiste par Serval, des Maliennes avaient sauté au cou du président François Hollande; un enthousiasme qui avait ému aux larmes Laurent Fabius, son ministre des Affaires étrangères. Désormais, l'enthousiasme est retombé, et beaucoup de Maliens accusent même ▶

DR

Assimi Goïta : un leader discret mais ambitieux

Jeune et brillant officier, le nouvel homme fort du Mali a renversé, sans un coup de feu, deux présidents en moins d'un an. Omniprésente dans le vocabulaire de la junte, la «transition», supposée prendre fin en février, pourrait s'éterniser.

Sa biographie officielle, distribuée aux médias par la junte, le présente comme un homme «rigoureux, tenace, adepte des défis et apte au commandement». Fils de militaire, Assimi Goïta, que ses proches surnomment «Asso», a l'armée dans le sang. Ce colonel de 37 ans, marié et père de trois enfants, a été formé au Prytanée militaire de Kati, puis à l'École militaire interarmes (EMIA) de Koulikoro. Affecté dès 2002 dans le nord du Mali, il affronte les djihadistes algériens. Ses excellents résultats lui valent d'effectuer des formations au Gabon, en France, en Allemagne et aux États-Unis. En novembre 2015, il coordonne les opérations du ministère de la Défense après le carnage de l'hôtel Radisson Blu de Bamako (20 victimes).

Au micro de RFI, un officier français évoque «un homme droit, qui ne laisse rien passer»: ni les fautes de ses subordonnés, ni les opportunités à saisir. Ainsi, en juillet 2020, alors qu'il est à la tête du Bataillon autonome des forces spéciales et des centres d'aguerrissement (BAFS-CA), une unité d'élite basée à Mopti, il est rappelé à Bamako par le président Keïta, afin de participer aux opérations de maintien de l'ordre contre le M5. On connaît la suite: le 18 août, les colonels renversent Ibrahim Boubacar Keïta. «Nous n'avons plus le droit à l'erreur», annonce la junte le lendemain de son premier putsch devant la presse convoquée au camp militaire de Kati. Assimi Goïta est propulsé «vice-président de transition», à la tête du Comité national pour le salut du peuple (CNSP), le nom que s'est choisi la junte. Le colonel est discret, mais efficace: «Il est très silencieux, voire énigmatique, confie une source bien informée. C'est ce qui fait sa force et lui procure du coup un certain charisme.» Les membres du M5 applaudissent: pour le mouvement sociopolitique, le putsch couronne sa lutte contre le décrié IBK.

Lors de sa prestation de serment, le 7 juin, à Bamako.

AMADOU KEITA/REUTERS

En août 2020, le nouveau maître du Mali s'était donné «trois années» pour remettre le pouvoir aux civils, avant de diviser ce délai par deux, face au tollé et aux sanctions de la communauté internationale. Des élections sont donc annoncées pour février 2022. Mais c'était sans compter sur le zèle du jeune colonel: le lundi 24 mai, le vice-président de transition fait arrêter le président et le Premier ministre: Bah N'Daw et Moctar Ouane avaient remanié le gouvernement sans son aval. Il les a aussitôt accusés de «sabotage de la transition». Dans la foulée, la Cour constitutionnelle institue le double putschiste «président de transition». «Le processus de transition suivra son cours normal, et les élections prévues se tiendront courant 2022», promet le nouveau président dans une déclaration lue à la télévision par un militaire. Les sceptiques observeront néanmoins qu'il n'est déjà plus question de «février 2022»... ■

▶ Paris de néocolonialisme. Et les théories complotistes vont bon train : en novembre 2019, le chanteur Salif Keïta a posté sur Facebook une vidéo dans laquelle il se livre à une diatribe antifrançaise, affirmant à qui veut l'entendre que « c'est la France qui poste des gens pour tuer des Maliens, pour ensuite faire courir des rumeurs disant qu'il s'agit de djihadistes ». En décembre 2019, la fort peu diplomatique convocation par Emmanuel Macron des chefs d'État du G5 Sahel au sommet de Pau, dans le sud-ouest de la France, fut mal perçue : « Macron devrait faire attention à sa communication, avait commenté l'ex-ministre Ibrahim N'Diaye. Quand ça prend une certaine tonalité, les Maliens le vivent comme une forme d'ingérence, ça peut se comprendre. » Les habitants du Mali ne cachent pas leur amertume et leur incompréhension face au gouffre entre d'une part l'ampleur des moyens militaires modernes déployés (soldats d'élite suréquipés, hélicoptères de combat, drones…), et d'autre part la dégradation de la situation sécuritaire, la vulnérabilité des populations face aux attaques de terroristes armés de kalachnikovs, qui échappent ensuite aux représailles sur des motos chinoises.

Selon les données du projet ACLED (Armed Conflict Location and Event Data Project), la guerre au Sahel a provoqué 8 000 morts et déplacé 2 millions de personnes depuis 2013. L'année 2020 a été la plus meurtrière, avec plus de 2 000 tués. Dépités, certains Maliens affichent même, sur les réseaux sociaux et dans les manifestations, leur volonté de voir intervenir la Russie ! « Cet engouement d'un petit milieu bamakois pour Vladimir Poutine montre surtout la frustration des Maliens, humiliés d'avoir dû faire appel à l'ancienne puissance coloniale pour résoudre les problèmes de leur pays, estime Marc-Antoine Pérouse de Montclos. D'où, chez certains, une attirance pour le discours poutinien, alternative au discours de l'Occident. En tout cas, les Sahéliens n'ont pas besoin de la main de Moscou pour exprimer leur mécontentement contre les ingérences de Paris. »

L'allègement prévu de la présence militaire française inquiète cependant les partenaires de Paris. Et notamment les soldats de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma), régulièrement pris pour cible par les terroristes. « Dans certaines zones, la simple présence de Barkhane est dissuasive. Quand on subit de grosses attaques, ce sont eux qui nous défendent », a confié un officier des Casques bleus, sous couvert d'anonymat, à nos confrères de RFI. La Minusma a pour mission de mettre en œuvre l'accord de paix dans le nord du pays et de stabiliser le centre, où la situation se dégrade. En avril dernier, seule l'intervention de l'aviation française avait sauvé la mise des Casques bleus tchadiens, assaillis par des djihadistes dans leur base d'Aguelhok. La situation est si dégradée que la présence de la vulnérable Minusma ne rassure plus : elle inquiète. Apeurés, des riverains de la base d'Aguelhok manifestent pour son départ. Désormais, la Minusma redoute que le retrait de Barkhane laisse un vide, susceptible d'être comblé par les djihadistes : « Là où ils viennent une fois dans le mois, ils pourront venir trois fois. Les populations subiront davantage leur loi », prédit le même gradé anonyme à RFI. L'armée nationale est donc protégée par la Minusma, qui est elle-même protégée par Barkhane. « Cet assistanat sécuritaire en cascade est intenable et pernicieux : il faut redonner la main aux Maliens », résume Gilles Holder.

> Les Maliens ne cachent pas leur amertume face au gouffre entre les moyens militaires modernes déployés et la dégradation de la situation.

LA FIN D'UN TABOU

Cette reprise en main par les Maliens risque fort d'entraîner la levée d'un tabou : l'ouverture de négociations avec certains groupes terroristes, ce dont Paris n'a jamais voulu entendre parler. Au printemps 2017, la Conférence d'entente nationale avait recommandé l'ouverture de discussions avec les djihadistes maliens. Le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Jean-Marc Ayrault, avait été dépêché à Bamako afin de s'y opposer. Début 2020, le président IBK avait ouvert la porte à des négociations en déclarant à RFI et France 24 qu'il fallait « tout faire pour que, par un biais ou un autre, on puisse arriver à quelque apaisement que ce soit. Le nombre de victimes devient exponentiel, il est temps que certaines voies soient explorées ». En novembre 2020, dans les colonnes de *Jeune Afrique*, Emmanuel Macron a cependant réitéré sa position : « Avec les terroristes, on ne discute pas. On combat. » Le 3 décembre, sur RFI, l'ex-Premier ministre de la junte, Moctar Ouane, a renchéri en parlant d'engager « le dialogue avec tous les enfants du Mali ». Et même des soldats français s'y sont résignés : *Le Monde* écrivait le 17 décembre dernier que « nombre de militaires français laissent désormais entendre que seule une négociation avec certaines franges djihadistes permettra de sortir d'un conflit sans horizon de paix ». L'intermédiaire de telles négociations serait probablement Mahmoud

Emmanuel Macron et Bah N'Daw à Paris, le 18 mai, quelques jours seulement avant le second putsch.

LUDOVIC MARIN/POOL/AFP

Dicko. L'imam de Badalabougou est un faiseur et défaiseur de roi : il a aidé en 2013 à l'élection d'IBK, puis a contribué à sa chute en 2020. Cet ancien professeur d'arabe, qui s'est un jour dit «salafiste républicain», paraît le mieux placé pour réunir les Maliens autour d'une table : «Dicko dispose de longue date d'un réseau et de contacts "charia-compatibles"», résume Gilles Holder. Avec le désengagement français, «le Mali a désormais les coudées franches pour entamer une politique de dialogue, dont on peut imaginer que l'imam Dicko sera au cœur et qu'il tirera certains bénéfices en matière de capital politique…»

Le Mali peut-il, moralement, négocier avec des djihadistes ? «La rhétorique sur le terrorisme et la diabolisation de l'ennemi a ses limites lorsqu'il s'agit en réalité d'une guerre civile qui ne dit pas son nom», analyse le chercheur. Selon l'ACLED, les deux tiers des victimes civiles lors de l'année 2020 ont péri non pas sous les coups des djihadistes, mais bien sous ceux de milices communautaires, supplétives de l'armée. L'emploi de milices villageoises en appui des forces gouvernementales n'est pas propre au Sahel et n'a rien de nouveau. Le paramilitarisme est une vieille recette de la contre-insurrection, utilisée du temps de la guerre froide au Guatemala contre les guérillas communistes, dans les années 1990 au Pérou contre le Sentier lumineux, en Turquie contre les peshmergas kurdes, ou encore dans les années 2000 en Inde contre la guérilla naxalite. Force est de constater que – quel que soit le contexte géographique, culturel, historique ou politique – le recours à de tels supplétifs génère systématiquement des violations des droits humains. Car faute de dénicher les insurgés, ces milices recrutées à la va-vite, souvent sur des critères ethniques, s'en prennent à des complices ou assimilés comme tels, se faisant juges et bourreaux, et en profitent parfois pour régler des différends privés, communautaires ou personnels (querelles de pâturages, créances, voire rivalité amoureuse, etc.). Le cas des dozos est emblématique : certains de ces chasseurs traditionnels, membres de confréries initiatiques, et érigés depuis peu en groupes d'autodéfense anti-djihadistes, ont été impliqués dans des massacres (Koumaga, Sadia, Ogossagou…). «Non seulement ▶

Mamadou Ismaïla Konaté
«Une large consultation est indispensable afin de rebâtir le Mali»

Aujourd'hui avocat à Bamako et à Paris, l'ancien ministre de la Justice et des Droits de l'homme (2016-2017) avait démissionné pour dénoncer le manque de détermination politique dans la lutte anticorruption. Il livre ici son point de vue sur la situation et ébauche les différents scénarios qui se dessinent pour l'avenir.

propos recueillis par **Cédric Gouverneur**

AM: Quelles ont été les réactions des Maliens devant ce second putsch?

Mamadou Ismaïla Konaté: Les réactions sont assez mitigées. Il n'y a pas eu de mouvement de foule dans la rue comme cela avait été le cas lors du premier coup d'État en août 2020 *[le M5 s'était alors félicité du départ forcé d'IBK, ndlr].* Sur les réseaux sociaux non plus, ce second putsch n'a pas été célébré ou validé. Cette absence de réaction sonne comme un désaveu. Les Maliens se sentent au ban de la communauté internationale: le pays est suspendu des instances de la Cédéao et de l'Union africaine. Ils sont cependant soulagés, car cette fois il n'y a pas, comme lors du premier putsch, d'embargos économique et financier: la fermeture des frontières terrestres pendant trois mois avait entraîné la chute des importations, notamment depuis le Sénégal, la Côte d'Ivoire et la Guinée.

Comment ont-ils réagi à l'annonce de la fin de Barkhane?

Ils ont eu une réaction de surprise mitigée. Certains sont satisfaits, car ils veulent que les soldats français retournent chez eux. Mais d'autres ont exprimé l'inverse. Beaucoup sont inquiets: c'est un coup de massue. Barkhane avait été déployée à la demande des autorités maliennes. C'est au titre de la coopération militaire en vigueur que les troupes de la France sont là, et le président Macron avait récemment réitéré l'engagement du pays (notamment lors du sommet du G5 Sahel à Pau). Les Maliens y voient un manque de solidarité face à la lutte contre le terrorisme. Une décision unilatérale, prise sans concertation, du jour au lendemain. Vous remarquerez cependant que les autorités maliennes ne se sont pas encore exprimées sur ce sujet.

Le colonel (et désormais président) Goïta risque-t-il de s'éterniser au pouvoir?

La communauté internationale et les Maliens exigent que le régime de transition trouve une fin. Est-ce que le régime militaire partira comme prévu en février 2022, après les élections promises? Là est toute la question. C'est dans seulement huit mois: nous allons donc manquer de temps pour mener à bien la transition. Les Maliens doivent se rassembler et réfléchir à l'avenir du pays: les élections devront se tenir dans un contexte assaini, avec un appareil juridique rétabli, un cadre électoral construit, ainsi qu'une intégrité territoriale respectée. C'est seulement à ces conditions que les Maliens pourront s'exprimer dans les urnes. Dans l'intervalle doit se dégager une base consensuelle qui implique la société civile, afin de réfléchir à la tenue des élections, à la cohésion nationale et à l'intégrité territoriale. Le gouvernement doit prendre l'initiative de lancer une large consultation, indispensable afin de rebâtir le Mali. Il y va de la crédibilité de ces militaires au pouvoir: s'ils veulent vraiment reprendre le pays en main, ils ne peuvent pas faire l'économie d'une telle démarche.

Qu'en est-il d'éventuelles négociations avec les groupes armés?

Cela impliquerait d'identifier des interlocuteurs: beaucoup ont fait allégeance à la République et ne soutiennent plus les demandes de partition. Le débat doit être cadré sur les questions de l'intégrité territoriale, de la charia et de sa mise en œuvre. Les prises d'otages et les tueries ne sont évidemment pas compatibles avec une éventuelle discussion: en préalable, un cessez-le-feu est donc nécessaire, de façon à ce que chacun puisse s'engager en confiance.

DR

Comment pourrait-on espérer résoudre les différends fonciers entre communautés qui alimentent le phénomène djihadiste ?

La difficulté de la question agraire est que peu de gens sont propriétaires de la terre dont ils ont usage. Au nom de ce droit d'usage de la terre, très souvent propriété de l'État, le droit agraire n'est pas conforme aux attentes des paysans. Le défi du Mali sera d'impliquer les populations pour identifier leurs vraies attentes. Ce ne sera pas facile. Mais on ne pourra pas faire l'économie d'un débat, car ces contentieux sont souvent sources de conflits ouverts.

En tant que ministre de la Justice, vous aviez œuvré pour que celle-ci soit davantage accessible aux citoyens. Comment restaurer le lien entre les Maliens et les institutions ?

La justice traditionnelle peut jouer un rôle, car ce qui est dit n'est pas toujours écrit, les rapports humains restant déterminants. Le droit ne devrait pas s'éloigner des coutumes. Or, les juges sont en robe rouge (une couleur considérée comme maléfique dans certaines communautés), et ils s'expriment en français, une langue que beaucoup ne comprennent pas, ce qui implique la médiation d'un interprète. Le colon est parti depuis soixante ans, mais la justice actuelle peut être perçue comme aussi éloignée que l'était celle des Français. Du coup, des communautés ont pu préférer les tribunaux islamistes des rebelles. Il faudrait intégrer les cadis et leurs assesseurs à la justice moderne, là où celle-ci n'est pas présente ou mal perçue, pour la résolution des litiges au quotidien, le tout bien entendu dans le strict respect des lois de la République. Le défi est de rendre la tradition compatible avec le droit moderne.

En cas de négociations, les djihadistes risquent d'exiger la fin de la République laïque et la mise en place de la charia…

Si une démarche de négociation aboutit à la violation du principe de laïcité, ce serait évidemment une difficulté. Mais il faudra en parler : le phénomène religieux est bien présent dans la société malienne. On ne peut pas en nier l'existence. Le débat devra porter sur la place de la religion dans notre société et son rapport avec l'État. C'est une question hautement politique, et seul un débat national peut la traiter.

Les djihadistes risquent également de demander une amnistie.

Une amnistie est difficile à concevoir. Elle serait insupportable pour les proches des victimes. De toute façon, même si le Mali leur accorde l'amnistie, il leur faudra toujours rendre des comptes auprès d'autres juridictions. Par exemple, les forces spéciales françaises de Sabre ont récemment neutralisé un djihadiste qui avait été élargi par la justice malienne, en échange de la libération d'une otage française. ■

▶ ces chasseurs désormais équipés de kalachnikovs participent à un cycle de vengeance sans fin, analyse Gilles Holder, mais ils renforcent aux yeux de certains la légitimité des djihadistes qui proposent une offre de services publics en matière de justice et de sécurité fondée sur la charia, offre considérée localement bien plus efficiente que celle de l'État. »

Le plus inquiétant est qu'à moyen terme, les forces armées maliennes pourraient recourir davantage à ces supplétifs controversés afin de combler le vide laissé sur le terrain par le désengagement progressif de la France. D'où un risque renforcé d'exactions nourrissant un cycle de vendettas. Le chemin de la paix passe par la résolution de ces sanglants microconflits ruraux : « Il faut résoudre ces litiges qui entérinent une situation de fragmentation sociale, estime Gilles Holder. C'est un processus qui sera compliqué, mais il faut regarder dans le détail comment territorialement la réconciliation est envisageable. » L'anthropologue appelle à se défier d'une lecture communautariste simpliste du conflit (en substance, éleveur peul pro-djihadiste versus cultivateur dogon pro-État) : « Il s'agit sans doute bien davantage de tensions autour des ressources naturelles. Lorsque la pression démographique nécessite d'étendre toujours plus les parcelles cultivables et que la gestion des pâturages par les services publics est quasi inexistante, le conflit est inévitable. Dès lors, il est tentant d'essentialiser les conflits en les considérant du point de vue ethnique. Les revendications communautaires existent, mais c'est la dégradation des conditions économiques qui les durcissent. Il y a urgence à produire des savoirs universitaires à partir desquels des solutions pourront être trouvées et pérennisées. »

UN CESSEZ-LE-FEU NÉCESSAIRE

Malgré le départ de Barkhane, Bamako ne restera pas seul face aux groupes armés djihadistes. Bien qu'opposé par principe à toute négociation, Paris pourrait jouer indirectement un rôle dans des pourparlers : « Les forces spéciales françaises de Sabre pourraient accompagner le rapport de force politique en continuant de neutraliser les principaux chefs djihadistes », souligne Marc-Antoine Pérouse de Montclos. Le chercheur insiste sur la différence fondamentale avec la situation en Afghanistan : « Les Talibans ne font aucune concession car ils savent que les Américains s'en vont ! Au Sahel, Sabre et sa puissance de feu pèseront dans les négociations, évitant ainsi trop de concessions aux djihadistes. » Un cessez-le-feu constituerait, de toute façon, un préalable à des pourparlers, souligne l'ancien ministre de la Justice Mamadou Konaté *[voir l'interview ci-contre]*.

« Les accords d'Alger de 2015 entérinent une régionalisation, rappelle Gilles Holder. C'est sans doute sur ce préalable régional que les parties négocieront, avec comme point de tensions la proportion d'autonomie des régions et la nature des transferts de compétences de l'État. Est-ce que le modèle fédéral du Nigeria, avec ses États dont la constitution se fonde sur la charia, sera évoqué ? L'avenir nous le dira. » ■